

Le mot de la présidente

DE L'ART DE GOUVERNER... PAR DÉCRETS ET ORDONNANCES

Les velléités d'instaurer une Histoire officielle, que nous avons dénoncées dans la précédente Lettre, connaissent leur corollaire budgétaire. Il est vrai qu'un discours univoque comme viatique scolaire n'implique pas les moyens horaires que nécessite une formation à la pensée complexe.

C'est donc la logique comptable qui s'impose à cette rentrée : classes très chargées, dédoublements si moyens, "horaires - planchers", "découplement" fréquent de l'Histoire-Géographie/ECJS en lycée "par nécessité de service" ! **L'intérêt pédagogique n'est manifestement pas la priorité de l'institution.**

Sauf, bien sûr, quand il s'agit d'imposer aux enseignants — par **décret du 26 août 2005** — **5 heures supplémentaires par semaine, 12 semaines par an**, pour le remplacement des absences "de courte durée" de leurs collègues, pour maladie, aléa de la vie, stage, voyage, sortie... Les règles étant fixées par décret, l'aménagement pourrait être négocié... Vieux procédé — depuis une célèbre Assemblée des Notables — pour "plumer la volaille" !

Outre la remise en cause des maxima de service fixés par les statuts de 1950, ce décret instaure la polyvalence. Nous sommes historiens et géographes; nous pourrions aussi bien être linguistes ou philosophes !

De qui se moque-t-on ? Le résultat ne peut être qu'une remise en cause de notre qualification professionnelle et un appauvrissement général de la formation de nos élèves.

Nos craintes ont été confortées en juin par une série de "bavures" à l'épreuve d'Histoire-Géographie du Baccalauréat des séries générales (cf l'analyse de Robert Marconis dans Historiens & Géographes n° 391), fort regrettables l'année de nouveaux programmes et de nouvelles épreuves ! Manque de rigueur intellectuelle, de moyens et sans doute de volonté, ont abouti à une "étude de documents" que nous n'aurions pas osé proposer à nos élèves en cours d'année ! Nous avons pour eux davantage de respect.

C'est pourquoi l'A.P.H.G. — très attachée à un diplôme national et au maintien d'épreuves écrites en histoire et en géographie, obligatoires pour tous les élèves des séries générales — sera très attentive à défendre la qualité de ces épreuves qui pilotent tout le système en amont (comme pour le Brevet des Collèges) et garantissent une culture commune pour tous, dont la finalité civique n'est plus à démontrer.

Micheline Cinquin

APHG BOURGOGNE



LETTRE DE LA RÉGIONALE N°44

NOV 2005

Sommaire :

- p. 2 L'A.P.H.G. et l'O.N.A.C. :
À propos des guerres coloniales
- p. 3 Journée de formation "Histoire"
du 7 décembre 2005 : programme
- p. 4 Voyage en Crête d'avril 2006 :
programme
- p. 5 Compte-rendu de colloque :
À propos des archives du communisme
- p. 7 Après notre sortie de juin 2005
"au fil de la Saône"
- p. 8 Assemblée Générale de la Régionale
du 10 décembre 2005

**Nous demandons aux collègues
de bien vouloir photocopier les programmes
de la journée "histoire" p.3
et du voyage en Crête p.4 pour affichage
dans les salles des professeurs.**

À propos des guerres coloniales

Ce sujet revient actuellement au premier plan des préoccupations. En tant que délégué de l'APHG auprès de la délégation Côte-d'Or de l'Office national des Anciens Combattants (ONAC) et membre de la « sous-commission mémoire » (sic), j'ai été récemment consulté par le vice-président de l'AMEO 21, association d'anciens combattants d'Extrême-Orient qui est en partie à l'origine de l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des victimes militaires des guerres de Corée et d'Indochine, qui s'élève désormais à côté d'autres monuments du même type près du stade Gaston-Gérard à Dijon.

Cette association a, dans cette perspective, mené une enquête qui lui a permis de dresser une liste exacte des combattants du département morts au cours de ces conflits : cette enquête révèle la lourdeur relative des pertes qui s'élèvent à plusieurs centaines pour notre département, ce qui démontre que l'engagement militaire dans ces guerres a trop souvent été sous-estimé. Resterait à savoir si cela vaut pour l'ensemble du pays ou si le cas de la Côte-d'Or est une exception malheureuse, et dans ce cas difficilement explicable.

Cette association a publié une brochure consacrée au "Mémorial Extrême-Orient Côte-d'Or" et me l'a adressée en me demandant si elle pouvait envisager de la diffuser auprès de publics scolaires. Le Bureau de la Régionale me demande de communiquer aux adhérents la réponse que j'ai adressée à cette association. J'en reproduis donc l'essentiel, et on verra que la question posée recoupe un certain nombre de problèmes soulevés lors du vote d'un texte de loi que notre association a été amenée à critiquer vivement.

Au vice-président de l'AMEO 21 : « ... J'ai parcouru ce document, sur lequel vous me demandez mon avis, avec beaucoup d'intérêt. Il comporte en particulier une chronologie précise et des éléments statistiques permettant de connaître l'ampleur de l'engagement des Côte-d'oriens dans les conflits asiatiques après 1945 et la lourdeur des pertes subies.

Sur le fond, je ne suis pas spécialiste de cette question, mais il me semble que la chronologie adopte un peu hâtivement le point de vue des dirigeants militaires français : j'insisterai sur un exemple à propos du déclenchement de la guerre d'Indochine à l'automne 1946. Mes collègues n'accepteront pas sans discussion de voir attribuer au seul Vietminh toute la responsabilité dans les incidents d'Haïphong, qui mettent le feu aux poudres, alors qu'on sait que les responsables français sur place, l'amiral d'Argenlieu en tête, souhaitaient rompre avec Ho-Chi-Minh et que la transmission d'un message conciliant de ce dernier à Léon Blum, chef du gouvernement, semble avoir été délibérément retardée en décembre par l'entourage de d'Argenlieu. Dans le déclenchement d'une guerre, on n'a pas toujours d'un côté un affreux agresseur et de l'autre une victime innocente, et les

responsabilités sont souvent partagées.

Un historien pourrait aussi à propos de la bataille de Dien-Bien-Phu trouver étrange une formulation suivant laquelle 'le général Navarre décide d'accepter la bataille' au Nord-Ouest du Tonkin en décembre 1953, alors que les responsables militaires français ont choisi d'installer un camp retranché à cet endroit. On n'ose jamais avouer qu'ils ont commis de lourdes erreurs et ont été couverts une fois de plus par les dirigeants politiques.

Il ne faut pas confondre mémoire et histoire et les professeurs d'histoire, que l'on sollicite beaucoup pour des commémorations diverses, n'ont pas pour but d'assurer la transmission de la mémoire des différents groupes sociaux, mais d'essayer de construire un discours relativement clair, cohérent et autant que possible impartial pour tenter de faire comprendre à des jeunes — qui les ignorent — la logique des événements qui se sont déroulés dans le monde au cours de très vastes périodes... »

Je souligne ensuite que les périodes les plus contemporaines ne sont abordées que par les programmes de troisième et de terminale, mais que les diverses "réformes" introduites par nos mirobolants ministres se sont traduites par des réductions d'horaires pour nos matières. « Et en plus, on souhaite maintenant que nous enseignions d'une manière plus précise l'histoire du "fait religieux", ou que nous insistions, dans une optique discutable d'ailleurs, sur l'œuvre de la colonisation.

Concrètement, le sujet qui vous préoccupe paraît un peu trop complexe pour des élèves de collège et, en ce qui concerne les lycées, les conflits asiatiques n'y sont abordés dans les programmes que dans le cadre d'une étude globale sur les crises de la Guerre Froide, où l'on parle surtout des guerres menées en Asie par les Américains. Les conflits de la décolonisation sont surtout abordés à propos de l'Afrique, en insistant un peu sur la guerre d'Algérie en raison de ses répercussions sur notre histoire intérieure. Votre document me semble donc difficilement utilisable tel quel par des élèves, mais il pourrait, le cas échéant, si vous en avez la possibilité matérielle, être adressé aux responsables des cabinets d'histoire ou aux centres de documentation des lycées pour compléter l'information de mes collègues.

Je veux que vous compreniez que mes collègues et moi-même respectons la mémoire des combattants qui ont souffert et même laissé la vie dans ces guerres lointaines, mais que notre devoir est aussi d'examiner d'un œil critique les responsabilités des différents protagonistes et de ne pas passer sous silence les erreurs commises par les responsables politiques et militaires de notre pays. Après les polémiques relatives au rôle du régime de Vichy, nous sommes confrontés maintenant à celles que suscitent les drames de la décolonisation, mais cela vaut mieux que le silence et l'oubli... »

Claude Farenc

**Journée "Histoire" de la Régionale de Dijon
de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie**

mercredi 7 décembre 2005

à l'amphithéâtre du lycée européen Charles de Gaulle

25 av. du Général Touzet du Vigier, 21000 DIJON - tél. 03 80 70 17 17 - mél. 0211928g@ac-dijon.fr
autobus Divia lignes 10 et 15 (arrêt "Lycée de Gaulle")

[Possibilité de prendre son repas au lycée]

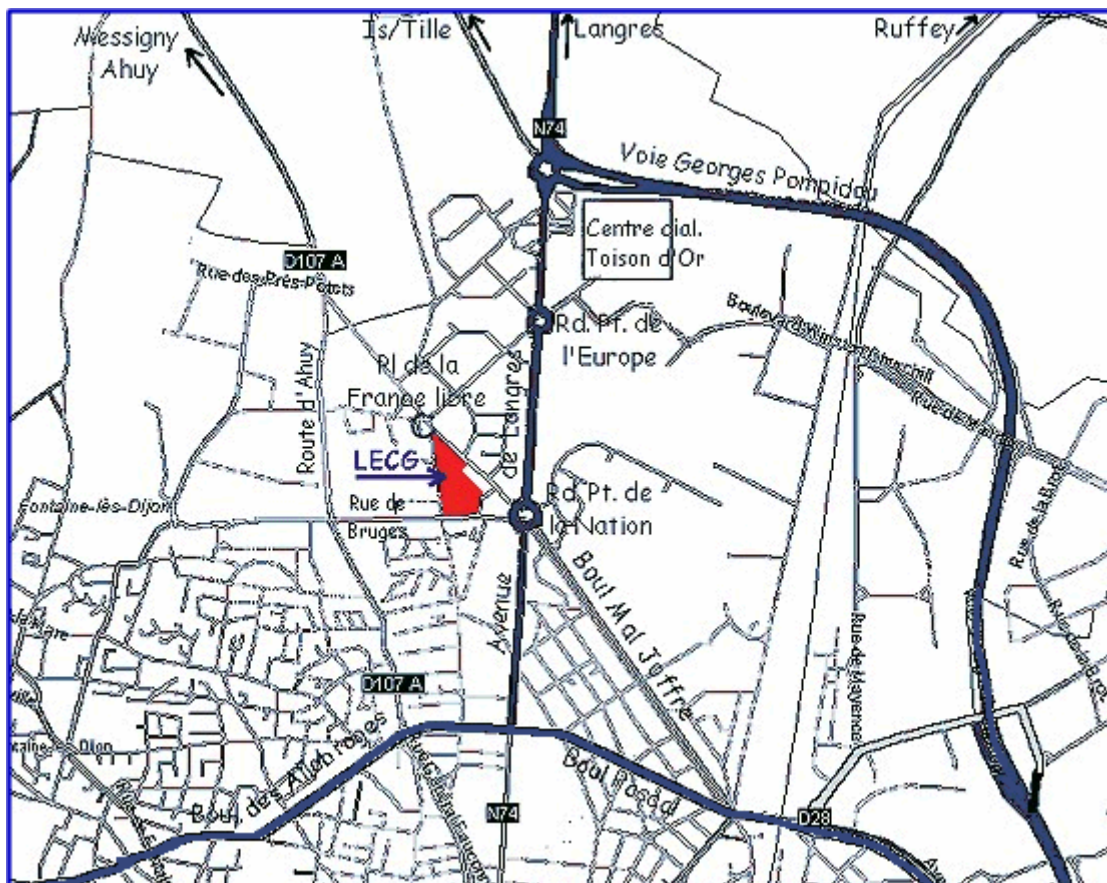
Histoire du Temps présent :

**MUTATIONS POLITIQUES, SOCIALES, CULTURELLES
EN EUROPE ORIENTALE**

Nouvelles approches de la recherche historique

- 9 h : Serge WOLIKOW - le point sur l'historiographie des relations internationales :**
quel discours historique sur la guerre froide ?
- 10 h 30 : Jean VIGREUX - les archives du communisme :**
études de cas : en Bulgarie, en Roumanie
- 14 h : Alexandra GOUJON - La transition politique dans les États post-soviétiques :**
état de la recherche, en France et aux États-Unis en particulier
- 15 h 30 : Jean CHAPPEZ - les relations entre la Russie et l'Union Européenne :**
quelle dimension juridique ?

Plan d'accès au lycée européen Charles de Gaulle (LECG) :



Voyage du 17 au 24 avril 2006 en Crète

Comme nous n'avons pas reçu assez de candidatures pour le voyage initialement prévu à Cuba, nous vous proposons à la place un voyage en Crète avec l'association ARISTA :

Prix : 692 € par personne (pour 20-25 voyageurs).
657 € par personne (pour 26-30 voyageurs).
Supplément chambre simple : **70 €**

Ces prix comprennent :

- Les vols PARIS/HERAKLION/PARIS.
- Toutes les excursions mentionnées dans le programme, en autocar privé.
- Les transferts entre ville et aéroport en Grèce.
- Tous les repas indiqués dans le programme.
- 4 jours de guidage (cf. programme).
- Le logement en hôtels *** en chambre double
- La cotisation d'adhésion à ARISTA
- L'assurance individuelle accident-rapatriement
- L'assistance du correspondant ARISTA local tout au long du séjour

Ces prix ne comprennent pas :

- Les taxes d'aéroport et la surcharge carburant : au total **80 €** par personne à ce jour ; prix susceptible de modification
- Les pré et post-acheminements entre l'établissement et l'aéroport de PARIS.
- L'assurance annulation (**10 €** par souscripteur)
- Les entrées dans les sites et musées d'Etat
- Les entrées éventuelles dans les monastères
- Les boissons et les dépenses personnelles
- Le pourboire du conducteur
- Tout ce qui n'est pas mentionné dans « Ces prix comprennent »

J 1 – lundi 17 avril 2006

Vol PARIS/HÉRAKLION. Transfert par car privé de l'aéroport à l'hôtel. Repas ou collation en vol. Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 2 – mardi 18 avril 2006 : *guidage*

Journée d'excursion par car privé.

Matin, montée au mont IDA. Villas minoennes de TYLISSOS (visite), promenade dans le village d'ANOCHIA. Déjeuner à HÉRAKLION.

Après-midi, visite du musée archéologique, tombe de Nikos Kazantzakis sur les remparts, le port, etc. Retour à l'hôtel par car privé.

Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 3 – mercredi 19 avril 2006 : *guidage*

Journée d'excursion par car privé.

Matin, palais minoen de MALIA. Site archéologique de LATO. Chapelle Panaghia Kéra (KRITSA).

Déjeuner à AGHIOS NIKOLAOS.

Après-midi, palais minoen de KNOSSOS.

Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 4 – jeudi 20 avril 2006

Journée libre (sans car privé). Cette journée peut être l'occasion d'approfondir la visite d'Héraklion : musée historique et ethnographique, musée-église Sainte-Catherine, cathédrale Aghios Minas, église Aghios Titos, loggia et fontaine Morosini, marché, port vénitien, etc. Déjeuner libre. Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 5 – vendredi 21 avril 2006 : *guidage*

Journée d'excursion par car privé.

Matinée consacrée à la plaine de la MESSARA. Palais de PHAISTOS, AGHIA TRIADA. Au retour, visite de GORTYNE**. Déjeuner à HÉRAKLION.

L'après-midi sera consacrée à compléter la visite de la ville. Retour à l'hôtel par car privé. Dîner et nuit en bord de mer, près d'HÉRAKLION.

J 6 – samedi 22 avril 2006 : *guidage*

Journée d'excursion par car privé.

Départ le matin d'HÉRAKLION pour LA CHANÉE. Musée archéologique, port vénitien, vieille ville. Visite du monastère d'ARKADHI.

Déjeuner à RÉTHYMNON. Visite de la citadelle et de la vieille ville de RÉTHYMNON.

Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 7 – dimanche 23 avril 2006

Journée libre (sans car privé). On pourra, soit finir les visites d'HÉRAKLION suggérées plus haut, soit faire une excursion dans les villages proches : nécropole de FOURNI, ARCHANÈS au milieu des vignobles, VATHYPÉTRO (pressoir minoen), musée Nikos Kazantzakis à VARVARI-MYRTIA. Déjeuner libre. Dîner et nuit en bord de mer près d'HÉRAKLION.

J 8 – lundi 24 avril 2006

Petit déjeuner.

Transfert par car privé de l'hôtel à l'aéroport.

Vol HÉRAKLION/PARIS.

-----><-----

Bulletin d'inscription à renvoyer avant le **25 novembre 2005** à Micheline CINQUIN

8 rue Louis Curel, 21300 CHENÔVE - tél. 03 80 51 97 72 - mél. cinquin.micheline@wanadoo.fr

M., M^{me}, M^{lle}

1) participera au voyage de l'APHG-Bourgogne en **Crète du 17 au 24 avril 2006** :

en chambre double

(préciser le nom de la personne qui vous accompagne) :

en chambre individuelle

2) verse ci-joint un acompte de **250 €** / une adhésion à l'A.P.H.G. pour **9 € 50**

À propos des archives du communisme

« Archives des sociétés en mouvements ; regards croisés : archivistes et chercheurs ». Le titre du colloque international organisé à l'Université par la Maison des Sciences Humaines de Dijon, et en particulier par Serge Wolikow, les 29 et 30 septembre et le 1^{er} octobre 2005 pouvait a priori paraître à la fois ambitieux et quelque peu énigmatique. En fait, le détail du programme montrait qu'il s'agissait de s'interroger sur les perspectives récentes ouvertes aux recherches sur l'histoire du mouvement communiste et des régimes communistes par l'ouverture de certains dépôts d'archives.

Nous évoquerons ici les séances que nous avons pu suivre, à savoir essentiellement deux séances sur les archives du communisme présidées respectivement par l'historien bulgare Antony Todorov et par Jean Vigreux.

« Dis-moi où sont conservées tes archives, et je te dirai qui tu es », proclame avec humour le professeur genevois Jean-François Fayet, qui a beaucoup travaillé sur les archives conservées à Moscou et constate que les fonds soviétiques y sont massivement institutionnels : comme souvent dans ce cas, le document archivé est le miroir de l'institution qui l'a produit et reflète une large part de représentation de l'institution, voire d'autojustification. Ceci n'est pas propre aux archives soviétiques mais peut évidemment s'aggraver dans le cadre d'un régime autoritaire.

Ce type de régime présente cependant certains avantages pour le chercheur : il produit beaucoup de documents (comme en France sous le Second Empire et le régime de Vichy), présentés et classés suivant des règles assez homogènes, et il entraîne peu de destructions accidentelles. Malgré la distribution autoritaire du papier, qui a pu priver des groupes particuliers d'archives, et donc de mémoire collective (l'orateur cite le cas des espérantistes, réduits progressivement au silence), les archives conservées à Moscou sont abondantes et leur consultation est facilitée par de nombreux inventaires.

En revanche, comme il fallait s'y attendre, il est difficile de bien distinguer entre celles du Parti et celles de l'État, et quand on étudie une institution, un groupe social ou une personnalité (exemple cité de A.J. Vychinski) il faut consulter les deux types de documents. Le monde des archives revêt un caractère symbolique : la quantité des documents produits explose littéralement avec la bureaucratisation du régime dans les années 1920 et l'énorme salle de consultation des archives du Comité Central contraste avec la modestie de la salle réservée, au dessous, à celles du Komintern. De plus, à l'époque soviétique, l'accès aux documents est très réglementé et les lecteurs sont bien plus souvent des cadres du régime que des historiens.

Pour dépasser le cadre institutionnel, on va évidemment chercher aussi dans les fonds personnels, pour constater que ceux-ci sont rares et souvent constitués d'une manière bien

impersonnelle, à l'occasion d'un départ à la retraite, d'un décès, ou de la mise en cause d'un responsable important : l'orateur s'étend assez longuement sur le cas des archives de Karl Radek, qui joua un rôle essentiel dans le pilotage du PC allemand. D'une manière générale les fonds personnels les plus intéressants datent d'avant 1917, et on signalera plus tard la richesse des fonds évoquant la Commune de Paris, et même la personnalité de Louise Michel.

Les orateurs suivants prennent des exemples nationaux. Mikhaïl Narinski évoque le cas de l'histoire soviétique en insistant sur la politique extérieure des années 1930. Il montre, à l'aide de citations, le grand virage postérieur à l'avènement du nazisme et le peu d'autonomie du Komintern : J.V. Staline attache peu d'intérêt aux idéaux de la sécurité collective et donne la priorité à une véritable alliance avec les Français, d'où sa déception quand Blum et Daladier préfèrent suivre la ligne conciliante des Britanniques. Il souligne également la prudence de la politique étrangère soviétique, qui hésite avant de s'engager à fond contre l'Allemagne, laissant au Komintern le soin du combat politique ouvert, et qui laisse encore en 1935 à Londres et à Paris le soin de s'opposer ouvertement à l'Italie fasciste.

Marco Galeazzi a travaillé pour sa part sur l'histoire du PC italien. Il montre que le PCI est loin d'avoir toujours été monolithique et a su conserver une sensibilité nationale : dès 1946, Palmiro Togliatti tente de convaincre Maurice Thorez du bien-fondé de la position italienne sur la question de Trieste. Durant la période de la Guerre Froide, l'attitude du PCI allie un apparent conformisme prosoviétique et une certaine souplesse tactique dans la pratique. A partir de 1956, Togliatti laisse publier des documents sur les origines du PCI et sur l'histoire du Komintern, ce qui lui vaut les critiques du PCF, qui n'admet pas non plus ses critiques contre la mémoire de Staline et son rapprochement avec Josip Tito.

Dès cette époque, le PCI laisse publier des textes des fondateurs du parti, Giorgio Amendola, Angelo Tasca, et crée un fonds d'archives italiennes du Komintern. Les années 1970 voient une véritable floraison des études locales, parallèlement à la tentative de définir des formes nouvelles de combat politique. Dans les années 1990, le nouveau parti PDS verse les documents postérieurs à 1945 aux Archives Gramsci. L'orateur souligne l'originalité du PCI et sa précoce autonomie à l'égard du modèle soviétique.

Kevin Morgan a travaillé sur l'histoire du PC britannique, en particulier à Manchester. Il souligne l'originalité du cas d'un petit parti ouvrier, qui ne peut pas vivre replié sur lui-même et doit agir en se définissant par rapport à un mouvement syndical puissant mais assez hostile. Il note aussi combien la culture communiste a été formée par les pratiques de la clandestinité imposées dans les autres pays et complètement

étrangères aux mœurs britanniques : le PC ne fait pas ici l'objet de mesures répressives et la revendication de la fidélité au modèle soviétique va de pair avec l'ouverture des militants aux contacts avec d'autres, qu'il s'agisse des intellectuels de gauche ou des ouvriers syndicalistes.

Serge Wolikow tente de mesurer « l'apport des archives ». Jusqu'à la chute des régimes communistes, on peut dire que l'histoire s'est faite "sans archives", puisque la consultation des documents était très difficile. On a alors deux types de discours historiques : le discours officiel qui utilise certains documents pour justifier la politique des équipes au pouvoir et s'apparente à de la propagande, et le discours des dissidents qui la dénonce (soulignons quand même que ceux-ci, à commencer par des auteurs comme Victor Serge, Boris Souvarine, Ante Ciliga et bien sûr L.D. Trotsky, avaient déjà révélé beaucoup de crimes et amorcé une réflexion féconde sur la nature et les méthodes du système stalinien).

Effectivement Palmiro Togliatti a été un des premiers en 1959 à encourager la relecture de l'histoire et à faire appel aux documents, d'où une historiographie critique en Italie et en Tchécoslovaquie en 1967-1968. Le régime soviétique s'en tiendra dans les années 1970-1980 à une politique plus prudente d'ouverture partielle : on envoie des microfilms des fonds nationaux des archives de Moscou, mais avec des cotes inexactes ! Finalement les historiens ont peu accès à l'ensemble des archives (mais un homme comme Roy Medvedev a quand même pu interroger de nombreux témoins, et c'est aussi bien utile).

L'ouverture des archives est donc surtout liée à la chute du système. Peut-on parler de révolution ? Les archives peuvent servir à une utilisation polémique et idéologique (comme dans l'ouvrage sur « les crimes du communisme », mais on ne le cite pas), mais elles permettent surtout une nouvelle approche des événements, comme pour la révolution allemande et la guerre d'Espagne. L'historiographie officielle perd tout crédit, d'où la nécessité d'écrire une histoire économique fondée sur des statistiques plus proches de la réalité. Les archives permettent de préciser, pour des dictionnaires biographiques par exemple, les itinéraires personnels des dirigeants et des militants et de mieux comprendre les processus de décision. De nouveaux chantiers sont désormais ouverts, et l'historien doit aussi travailler en liaison avec les

autres sciences humaines pour mieux utiliser la documentation sur les questions sociales.

Dans la discussion qui suit, Jean-Jacques Marie intervient et note qu'il faut se méfier quand même du « bluff » de certaines archives ; les auteurs de rapports sont souvent tentés de se justifier, voire de se vanter, et il cite des cas dans les archives policières soviétiques : il faut se méfier des révélations sensationnelles. Certains ouvrages n'hésitent pas à publier des documents mal compris : il citera le cas d'une grosse histoire des services secrets qui fait tout un roman sur le passage de Trotsky à Royat, où séjourne alors Maxime Litvinov, alors qu'il est en fait à Royan...

Un des « ateliers » s'est tout particulièrement intéressé aux archives des dirigeants. Antony Todorov souligne l'intérêt des archives de Georges Dimitrov, qui ont été longtemps tenues secrètes, celui-ci étant une « icône » intouchable en Bulgarie, et sont actuellement en cours de publication systématique après avoir fait l'objet de publications partielles. Le journal de Dimitrov utilise de très nombreux documents et révèle de nombreux aspects pas toujours très reluisants de sa vie privée et de ses décisions politiques.

Dans le même ordre d'idées, Mathilde Regnaud souligne l'intérêt des archives de Maurice Thorez, qui, comme Dimitrov, a laissé un journal et l'a tenu avec l'application qui le caractérise. Ses notes sur les discussions du Bureau Politique, qui sont corroborées par la seule source analogue, celle des notes prises par Paul Laurent, sont une source essentielle sur la prise des décisions au sein du PCF.

Claude Pannetier s'est penché sur le cas des archives d'André Marty, qui étaient au départ fort dispersées. On y distingue trois groupes de documents : d'abord ceux qui ont trait à ses débuts, à son rôle dans la révolte des marins de la mer Noire, à son activité au sein des organes du Parti ; ensuite ceux qui ont été rassemblés lors du véritable procès dont il est l'accusé en 1952-1953 ; enfin ceux qu'il a récupérés ou conservés, puis confiés à Jean Maitron. Jean Vigreux souligne en conclusion ce que ce type de documents nous apprend sur les itinéraires des dirigeants, mais aussi sur les tensions qu'ils révèlent. Mais là encore, il faut se méfier de l'autojustification des auteurs de ces textes.

Nous attendons avec impatience la publication des actes de cet important colloque.

Claude Farenc

Le Comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte d'Or présente :

journée d'études "**Émeutes et journées révolutionnaires, 1775-1800**"

Archives Départementales de la Côte-d'Or, 8 rue Jeannin, 21000 Dijon

vendredi 25 novembre 2005 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

Pour tout renseignement, s'adresser à Claude Farenc, 32 rue Charles Brifaut, 21000 Dijon
(tél. 03 80 43 51 12 - mél. claudefarenc@wanadoo.fr).

Après notre sortie de juin 2005

Depuis notre mini-croisière "Au fil de la Saône", il est passé beaucoup d'eau sous les ponts de Chalon, avec une rentrée par là-dessus !... Aussi serons-nous peu diserts et ne vous présenterons-nous que l'aspect dynamique du transport fluvial dans le couloir Saône-Rhône; en effet, la batellerie semble actuellement "avoir le vent en poupe".

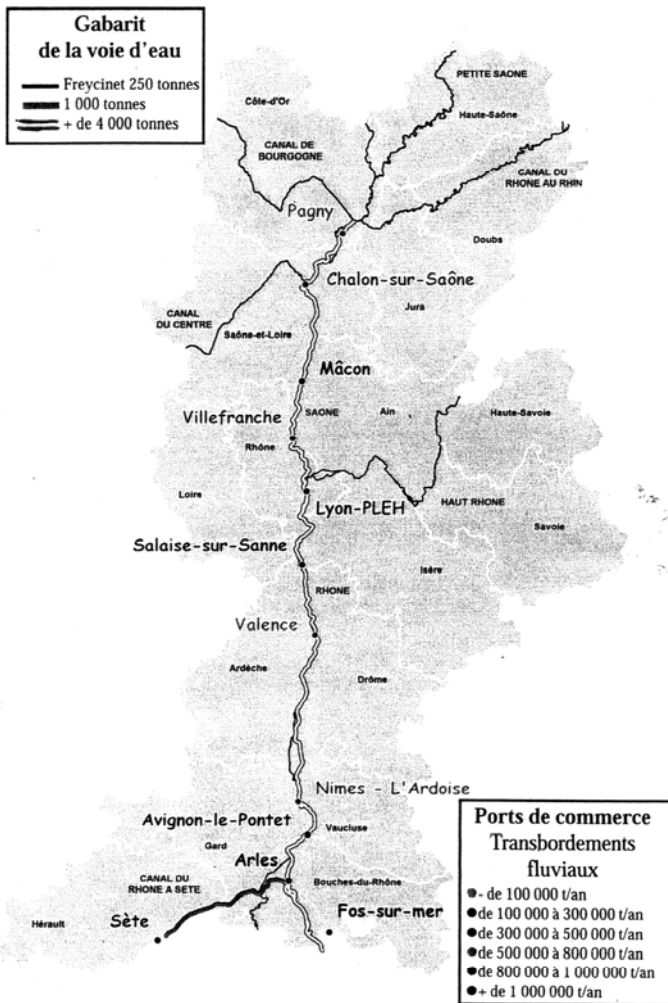
Nous donnons ci-contre quelques informations chiffrées et cartographiées, tirées de la

documentation remise par Voies Navigables de France, qui montre cette évolution. Encore tous nos remerciements à Alain Herr de V.N.F. et à Louis Bonnamour du musée Denon, intarissable sur la recherche archéologique en Saône, sa passion; nous ne pouvons qu'encourager nos collègues à visiter les salles consacrées à ce thème dans ce musée de Chalon.

Pour plus d'informations : www.vnf.fr

Jean-Michel Nuffer

Carte du réseau

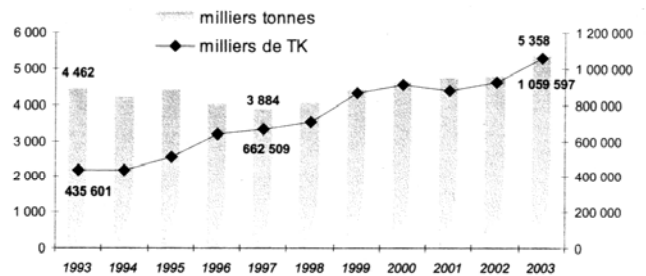


Les chiffres clés 2003 du transport fluvial sur le bassin Rhône-Saône

Indicatif des temps moyens de parcours

Destination Origine	Pagny	Chalon	Lyon	Arles	Sète	Fos
Pagny	-	4 h	14 h	32 h	44 h	40 h
Chalon	4 h	-	10 h	28 h	40 h	36 h
Lyon	16 h	12 h	-	20 h	32 h	24 h
Arles	42 h	38 h	27 h	-	12 h	5 h
Sète	52 h	48 h	38 h	12 h	-	18 h
Fos	52 h	48 h	30 h	3 h	15 h	-

Evolution du trafic sur 10 ans



Trafic total Rhône-Saône

	Milliers Tonnes	Milliers de TK
Produits agricoles	767	289 155
Denrées alimentaires	92	48 996
Combustibles (charbon...)	241	62 140
Produits pétroliers	784	152 012
Minerais	134	37 829
Produits métallurgiques	226	65 142
Minéraux bruts	2 232	121 456
Engrais	108	30 398
Produits chimiques	465	146 961
Marchandises diverses*	308	106 594
Total	5 357	1 060 683

*dont 32 644 EVP (équivalent vingt pieds)

Les chiffres clés 2003 du transport fluvial sur le bassin Rhône-Saône

Des atouts à faire valoir

- Une navigation 24h/24 - 7j/7
- Un transport fiable et sûr
- Un transport respectueux de l'environnement

	Route	Fer	Eau
Coût moyen de transport en euros pour 1 000 tk	22,9 à 53,4 sur longue distance	22,9 à 47,5	22,9 à 38,1 Freycinet 7,6 à 22,9 convoi poussé
Quantité transportée avec 1 kg de carburant sur 1 km (en tonnes)*	50	100	130 Freycinet 200 convoi poussé
Coûts externes de nuisance pour l'environnement (en euros/100 tk)**	86,4	10,9	13,5
Nombre de véhicules pour 4 400 tonnes de marchandises*	176 camions	3 à 4 trains (110 wagons)	1 convoi poussé avec 2 barges

L'Assemblée générale de la Régionale

Elle aura lieu le samedi 10 décembre 2005 à 16 heures à l'amphithéâtre du lycée européen Charles de Gaulle, 25 avenue du général Touzet du Vigier à Dijon.

● Ordre du jour :

- rapport moral
- rapport d'activité
- rapport financier
- comptes-rendus des commissions pédagogiques
- compte-rendu de la journée de formation "Histoire" du 7 décembre 2005
- préparation du voyage en Crète d'avril 2006
- préparation d'une excursion historique et géographique dans la région de Cluny le 17 ou le 18 juin 2006
- préparation de la journée de formation "Géographie" de décembre 2006
- projection d'une vidéo de Pierre Giroux sur la Bavière

● Renouvellement partiel du bureau :

Six sièges sont à pourvoir. Philippe Péchoux ne souhaitant pas le renouvellement de son mandat, cinq titulaires sont renouvelables : Yves Boquet, Gilles Camin, Gérard Déclas, Claude Péquinot, Brigitte Pierre.

Les candidats sont priés de se faire connaître auprès de Didier Doix (adresse ci-dessous) avant le mercredi 23 novembre. On attend en particulier des jeunes collègues, des professeurs de collège, des universitaires enseignant l'histoire, et des adhérents d'autres départements que la Côte d'Or (qui peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement).

● Conformément à la tradition, un **repas amical** réunira, les participants à 20 heures au restaurant Le Clos des Capucines, 3 rue Jeannin à Dijon, tél. 03 80 65 83 03.

Menu à **30 €** par personne (apéritif, fromage et dessert, café et vins compris).

➔ Si vous avez l'intention de voter par correspondance ou si vous souhaitez participer au repas, prière de compléter et de renvoyer l'un des deux bulletins ci-dessous :

-----✂-----

Bulletin d'inscription à renvoyer avant le **1er décembre 2005** à Gérard DÉCLAS

30 avenue du Cromois, 21800 QUETIGNY - tél. 03 80 46 60 57 - mél. gerard.declas@laposte.net

M., M^{me}, M^{lle}

participera au repas qui suivra l'Assemblée Générale du 10 décembre.

Nombre de personnes :

-----✂-----

Inscription au vote par correspondance à renvoyer avant le **25 novembre 2005** à Didier DOIX

Le Fichau, 71130 CHASSY - tél. 03 85 85 41 40 - mél. doix.didier@libertysurf.fr)

M., M^{me}, M^{lle}

Adresse :

votera par correspondance pour le renouvellement du bureau lors de l'Assemblée Générale du 10 décembre, et demande à se faire envoyer le matériel de vote.